CAIRN.INFO

QUE FAIRE DES INTERVENTIONS MILITAIRES DANS LE CHAMP ACADÉMIQUE ?

Réflexions sur la nécessaire distinction entre expertise et savoir scientifique

Thibaud Boncourt, Marielle Debos, Mathias Delori, Benoît Pelopidas et Christophe Wasinski

Presses de Sciences Po | « 20 & 21. Revue d'histoire »

2020/1 N° 145 | pages 135 à 150

ISSN 2649-664X
ISBN 9782724636185

Article disponible en ligne à l'adresse :

https://www.cairn.info/revue-vingt-et-vingt-et-un-revue-d-histoire-2020-1-page-135.htm

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.
© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Sciences Po Paris - - 90.109.65.51 - 04/02/2020 13:51 - © Presses de Sciences Po

Que faire des interventions militaires dans le champ académique ?

Réflexions sur la nécessaire distinction entre expertise et savoir scientifique

Thibaud Boncourt, Marielle Debos, Mathias Delori, Benoît Pelopidas et Christophe Wasinski

Cet article pose des questions majeures pourtant rarement soulevées comme telles dans des revues d'histoire et plus généralement de sciences sociales : quels sont les effets des financements sur la recherche, surtout lorsqu'ils émanent des armées et des industries de l'armement ? Dans ces domaines et sur ces sujets, une indépendance est-elle possible ? Quelle frontière, si c'en est une, sépare l'expertise et les sciences sociales ? Le thème est grave et les auteurs de ce texte proposent de l'aborder à partir d'une démarche empirique précise : l'étude des bombardements « stratégiques » et la recherche sur le nucléaire[*].

Lors de son discours d'adieu du 17 janvier 1961, le président Dwight D. Eisenhower mit en garde ses compatriotes sur le développement, aux États-Unis, d'un « complexe militaro-industriel » (CMI). À travers cette expression, « Ike » désignait l'alliance informelle entre l'organisation militaire et les industries d'armement, deux entités intéressées par l'accroissement des dépenses militaires. D'après lui, cette alliance avait besoin, pour se perpétuer, d'encourager la production d'une expertise « stratégique » justifiant les nouvelles guerres et de nouveaux programmes d'armement. Le président étatsunien voyait d'un mauvais œil ce développement car le savoir militariste en question n'était plus circonscrit aux *think tanks* spécialisés sur la stratégie. Il empiétait aussi sur un espace de production traditionnellement plus indépendant et critique : le champ académique. Dwight D. Eisenhower estimait que si un tel « complexe militaro-industriel académique[1] » (CMIA) devait se constituer, il n'existerait plus de contre-pouvoir et les « politiques publiques deviendraient prisonnières d'une élite technoscientifique ».

La prophétie s'est en partie réalisée. En 2002, l'Association des universités américaines estimait que 350 universités avaient conduit des recherches financées par le Pentagone. En volume, ces financements sont environ huit fois plus importants que ceux dont bénéficient les

(*) Les auteurs remercient les deux évaluateurs anonymes, Ludivine Bantigny, les membres du réseau OCTAV (Observatoire collectif sur le terrorisme, l'anti-terrorisme et les violences), ceux du programme Nuclear Knowledges pour leurs relectures attentives et stimulantes des premières versions de ce texte.

(1) L'expression « complexe militaro-industriel académique » est présente dans la première version du discours, pas dans celui qui fut effectivement prononcé. Voir Henry A. Giroux, *University in chains. Confronting the Military-Industrial-Academic Complex*, Boulder, Paradigm publishers, 2007, p. 15.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Sciences Po Paris - - 90.109.65.51 - 04/02/2020 13:51 - © Presses de Sciences Po

académies militaires[1]. La plupart de ces financements sont dirigés vers les départements de physique, de chimie et de biologie. Cependant, les sciences humaines et sociales, qui font l'objet du présent article, ne sont pas en reste, notamment dans le champ des études dites « stratégiques ». Ces dernières ont émergé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale afin d'éclairer les décideurs sur le meilleur moyen pour gagner une guerre et, plus largement, pour parvenir à un objectif de politique étrangère donné[2]. Ce champ d'étude regroupe des universitaires, des experts travaillant dans des *think tanks* et des officiers de diverses académies militaires. Ce mélange des genres a fait dire à Henry Giroux que les « études stratégiques » sont tellement liées au gouvernement fédéral, en particulier ses agences militaires et de renseignement, qu'elles ne peuvent s'empêcher de reproduire l'idéologie de ces « agences[3] ». Qu'on partage ou non l'analyse d'Henry Giroux, force est de constater qu'il existe, aux États-Unis, un débat sur la question du financement des études sur la guerre par le « complexe militaro-industriel[4] ».

Curieusement, ce débat n'a pas cours dans le champ académique français. Pourtant, Dominique Pestre a montré que la France n'a pas été immunisée contre le phénomène de « nationalisation » des sciences qui s'est mis en place au début du 20e siècle et qui s'est accéléré au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. À travers le terme « nationalisation », l'historien décrit le fait que « l'institution science, si elle n'a jamais été dans une tour d'ivoire, est maintenant immergée de façon profonde dans les problèmes économiques et militaires du siècle[5] ». Ce processus est tangible dans le cas des sciences sociales : après une initiative infructueuse du général Beaufre pour créer, au cours des années 1960, des liens entre ces disciplines et le secteur de la défense, le général Poirier a repris le témoin en créant la Fédération pour les études de la Défense nationale, devenue ensuite l'Institut de stratégie comparée sous Hervé Coutau-Bégarie. Parallèlement à ces initiatives, des financements « défense » ont contribué à soutenir le développement de plusieurs projets académiques à la fin de la guerre froide[6].

Cette tendance s'est intensifiée et institutionnalisée ces dernières années au point que certains n'hésitent pas à parler de « grande recomposition[7] ». En effet, il ne s'agit plus seulement d'encourager des recherches ponctuelles sur projet, mais de mettre sur pied des structures pérennes dotées de financements considérables.

(1) Nicolas Turse, « The Military-Academic Complex », *Countercurrent.org*, 29, 2004 ; Joy Rohde, *Armed with Expertise. The Militarization of American Social Research during the Cold War*, Ithaca, Cornell University Press, 2013.

(2) Pascal Vennesson, « Les études stratégiques sont-elles rationalistes et matérialistes ? "Nouvelles études de sécurité" et pensée stratégique », *Études internationales*, 46 (2/3), 2016, p. 189-209.

(3) H. A. Giroux, *University in chains…*, *op. cit.*, p. 66.

(4) John Cloud, « Crossing the Olentangy River : The Figure of the Earth and the Military-Industrial-Academic-Complex, 1947-1972 », *Studies in History and Philosophy of Science*, 31B-3, 2000, p. 371-404. ; H. A. Giroux, *University in chains…*, *op. cit.* ; Lisa Martin-Taylor, « The Military-Industrial-Academic Complex and a New Social Autism », *Journal of Political and Military Sociology*, 36 (1), 2008, p. 37-52. ; Alasdair Pinkerton, « Postcards from Heaven : Critical Geographies of the Cold War Military–Industrial–Academic Complex », *Antipode*, 43 (3), 2010, p. 820-844 ; Ron Robin, *The Making of the Cold War Enemy : Culture and Politics in the Military-Intellectual Complex*, Princeton, Princeton University Press, 2001 ; Eugene Skolnikoff et Stuart Leslie, « The Cold War and American Science : The Military-Industrial-Academic Complex at M.I.T. and Stanford », *Journal of Interdisciplinary History*, 26 (2), 1996 ; Cary Fraser, « The Politics of Knowledge and the Revitalization of American Democracy : A Response to Henry Giroux's The University in Chains », *Review of Education, Pedagogy, and Cultural Studies*, 31, 2009, p. 479-492.

(5) Dominique Pestre, « Le nouvel univers des sciences et des techniques : une proposition générale », *in* Amy Dahan et Dominique Pestre (dir.), *Les Sciences pour la guerre (1940-1960)*, Paris, Presses de l'EHESS, 2004, p. 20.

(6) Alexandra Schwartzbrod, « Remise à plat du dossier de la Fondation pour les études de défense », *Les Échos*, 13 juillet 1993.

(7) Alexandre Jubelin, « Qui pense la guerre ? La France en retard d'une bataille », *Revue du Crieur*, 9 (1), 2018, p. 90-105, p. 104.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Sciences Po Paris - - 90.109.65.51 - 04/02/2020 13:51 - © Presses de Sciences Po

En 2014, le ministère de la Défense a ainsi financé la création d'un Institut de la guerre et de la paix au sein d'une unité mixte de recherche du CNRS et de l'Université Paris 1. Au sein de la même université, une chaire « Grands enjeux stratégiques contemporains » a vu le jour, parrainée par Thalès, MBDA, Naval Group et quelques autres acteurs majeurs de l'industrie d'armement. Depuis 2015, Dassault, Safran et Thalès – trois entreprises d'armement engagées notamment dans la production du Rafale – financent une chaire « Défense et aérospatiale » à Sciences Po Bordeaux. En 2016, le ministère de la Défense – rebaptisé ministère des Armées – a lancé un programme national, le « Pacte enseignement supérieur », qui permet aux établissements d'enseignement supérieur d'obtenir le label « Centre d'excellence défense et stratégie ». Ce label est associé à une subvention de 300 000 euros sur un an, en vue d'une seconde phase de financement plus longue et conséquente. Le CNRS n'échappe pas à cette dynamique. Ainsi, le projet de *war studies* à la française est l'un des leitmotivs du « réseau thématique pluridisciplinaire guerre » lancé il y a quelques années par le CNRS en partenariat avec le laboratoire S-Irice[1]. En mai 2016, le CNRS a par ailleurs conclu une convention avec la direction du renseignement militaire (DRM). Enfin, un groupement d'intérêt scientifique, dont l'horizon est aussi la constitution de départements de *war studies*, est en préparation.

Dans ce texte, nous développons un argumentaire critique sur la croissance du financement des études sur la guerre par une partie des acteurs qui la font. L'argument général est que cette tendance risque de déboucher, à terme, sur la marginalisation pratique et symbolique des études scientifiques sur la guerre. Sur le plan pratique, les recherches scientifiques risquent de perdre du terrain car l'augmentation des financements « défense » va de pair avec le déclin des financements structurels attribués par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. Sur le plan symbolique, les études scientifiques se trouvent noyées dans une constellation de productions vues comme « savantes » de telle manière que le savoir des experts finit par être confondu avec le savoir en sciences humaines et sociales alors même que les deux types de production ne relèvent pas de la même logique épistémologique. Dès lors, c'est la production et la reconnaissance d'un savoir critique et réflexif sur la guerre qui se trouvent menacées à un moment où des formes d'hétéronomisation pèsent plus largement sur les sciences sociales[2].

Nous développons cette série d'arguments en trois temps. La première partie rappelle tout ce qui différencie, en théorie, la démarche des chercheurs en sciences humaines et sociales de celle des experts. Elle souligne que ces « savants » ne construisent pas, en principe, leurs objets d'étude de la même manière : alors que les chercheurs en sciences humaines et sociales s'efforcent d'entretenir la même proximité ou distance avec tous les acteurs de l'objet qu'ils étudient, les experts tendent à recycler les catégories cognitives et normatives des acteurs avec lesquels ils entretiennent des liens économiques, en l'occurrence les organisations militaires et les industries d'armement.

Les partisans des financements « défense » avancent fréquemment l'idée que la dépendance économique ne se traduit pas automatiquement en dépendance intellectuelle. Pour étayer cette thèse, ils mettent en avant deux modèles : le modèle dit « britannique » – en

(1) Ce laboratoire est une unité mixte de recherche dont les tutelles sont les universités Paris 1 et Paris 4 et le CNRS. Voir www.sirice.eu

(2) Sylvain Laurens, « L'autonomie des sciences sociales en état d'urgence ? Dix ans après le colloque "Droit d'enquêter" », *Sociologie et sociétés*, à paraître.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Sciences Po Paris - - 90.109.65.51 - 04/02/2020 13:51 - © Presses de Sciences Po

réalité limité au cas du King's College de Londres[1] – des *war studies* pour l'enseignement et le cas états-unien, beaucoup plus massif, des *strategic studies* pour la recherche[2]. La deuxième partie répond à cet argument pratique en analysant en détail le cas de l'expertise britannique et états-unienne sur les bombardements dits « stratégiques ». Il s'agit d'un cas fort car il est souvent mobilisé pour appuyer la thèse du pluralisme du champ des *strategic studies* anglo-saxonnes.

Dans la troisième partie, nous essayons de réfléchir sur les conséquences, à long terme, des mutations en cours dans le champ français. L'argument général est que le pluralisme relatif qu'on observe aux États-Unis a peu de chances de se maintenir dans l'espace français en raison de la différence d'échelle entre les champs académiques de ces deux pays. Pour illustrer cette idée, nous prenons le cas d'un segment des recherches sur la guerre où le brouillage des genres entre science et expertise est déjà bien constitué : les armes nucléaires.

La nécessaire distinction entre savoirs scientifiques et experts

Il semble facile de distinguer, de manière idéal-typique, les chercheurs en sciences humaines et sociales qui étudient la guerre et les experts de cette thématique (plus couramment appelés « intellectuels de défense[3] »). La frontière entre les deux mondes est en théorie institutionnelle : les premiers travaillent dans les universités ou les organismes de recherche scientifique comme le CNRS alors que les seconds sont employés par des *think tanks* financés par les ministères de la Défense et les industries. En réalité, la distinction entre chercheurs et experts n'est pas aussi simple, et ce pour deux raisons.

La première renvoie à la porosité sociale, dans le monde réel, entre les champs scientifique et expert. La notion de champ scientifique[4] signale que les agents impliqués dans la production de connaissances scientifiques ne sont pas tous en poste dans des institutions universitaires. Les laboratoires d'entreprises fournissent, par exemple, des auteurs aux revues disciplinaires canoniques. De même, tous les universitaires et les chercheurs du CNRS ne sont pas impliqués à égale mesure dans la dynamique collective de production de savoirs scientifiques : si certains accumulent principalement des ressources par ce biais, d'autres acquièrent au premier chef de la reconnaissance via des interventions médiatiques, des consultances, etc. À cela s'ajoutent les tentatives plus ou moins fructueuses d'enrôlement des chercheurs et universitaires dans la légitimation d'entreprises politiques, qu'elles soient d'ordre partisan[5] ou institutionnel[6]. En miroir, comme on le montrera dans la deuxième section du présent article, certains experts peuvent, dans des conditions particulières, s'émanciper des injonctions qui pèsent sur eux pour produire des recherches réflexives.

La deuxième raison de la porosité, en pratique, de la frontière entre recherche

(1) Sa particularité réside dans les liens avec le ministère de la Défense, notamment pour la formation des officiers

(2) « Penser la guerre », *Le Monde*, 27 novembre 2015 ; Jean-Vincent Holeindre, Olivier Schmitt et Jean-Baptiste Jeangène-Vilmer, « Pour les études stratégiques », *Défense & Sécurité internationale*, 120, 2015, p. 55 ; A. Jubelin, « Qui pense la guerre ? », art. cité ; Hugo Meijer, « L'étude de la guerre et de la stratégie aux États-Unis et au Royaume-Uni », *Revue de la Défense nationale*, 78, Tribune n° 711, 2015, p. 1-5 ; Jean-Vincent Holeindre, « Des *Strategic Studies* aux *War Studies* : la structuration d'un champ d'études », *in* Stéphane Taillat, Joseph Henrotin et Olivier Schmitt (dir), *Guerre et stratégie. Approches*, *concepts*, Paris, PUF, 2015.

(3) Carol Cohn, « Sex and Death in the Rational World of Defense Intellectuals », *Signs*, 12 (4), 1987, p. 687-718.

(4) Pierre Bourdieu, *Science de la science et réflexivité*, Paris, Raisons d'Agir, 2001.

(5) Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance politique*, Paris, La Découverte, 2015.

(6) Voir par exemple, sur le cas de l'Union européenne, Thibaud Boncourt, « Les sciences sociales européennes font-elles l'Europe ? L'institut universitaire européen, le béhavioralisme et la légitimation de l'intégration européenne », *Revue française de science politique*, 69 (1), 2019, p. 47-74.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Sciences Po Paris - - 90.109.65.51 - 04/02/2020 13:51 - © Presses de Sciences Po

scientifique et expertise découle de la logique même de l'expertise. Les experts n'ont pas seulement pour fonction de produire un savoir techniquement utile à leurs commanditaires. Ils doivent aussi valider les choix de celui-ci en leur conférant un vernis d'objectivité et, si possible, de scientificité. Tout comme le caméralisme à l'époque moderne[1], l'expertise sur la guerre a, aujourd'hui, pour fonction de « faire science ». Pour ce faire, les experts doivent mimer le symbolisme académique et insister sur leur « indépendance ».

Ce mélange des genres oblige à préciser la spécificité de la démarche scientifique en sciences humaines et sociales. Ce discours de la spécificité ne nie pas l'existence, en pratique, des porosités évoquées plus haut. Par ailleurs, il n'interdit pas aux experts de faire preuve de réflexivité par rapport aux catégories cognitives et normatives de leurs commanditaires. Il s'apparente plutôt à un « acte de langage[2] » dont le pari intellectuel peut se résumer de la manière suivante : en réaffirmant la spécificité de la démarche scientifique, on offre davantage de ressources aux scientifiques pour qu'ils produisent du savoir scientifique sans interdire à quiconque d'en faire autant.

On retrouve l'idée d'une spécificité de la démarche scientifique dans les prescriptions épistémologiques et méthodologiques de Pierre Bourdieu, Jean-Claude Chamboredon et Jean-Claude Passeron[3]. Ces auteurs proposent de distinguer deux niveaux d'analyse : la forme particulière que prennent les connaissances scientifiques d'une part, et l'organisation sociale propre à l'activité scientifique d'autre part. Sur le plan des connaissances, ces auteurs soutiennent que le propre des faits scientifiques est d'être « conquis » (c'est-à-dire constitué en rupture avec les prénotions et le langage ordinaire), « construit » (fondé sur des problématiques théoriques) et « constaté » (articulé à une administration empirique de la preuve). Le premier terme de cette définition est le plus important pour notre propos. Il invite à la « vigilance épistémologique » par rapport aux catégories indigènes, au motif que la familiarité avec l'objet de recherche est « l'obstacle épistémologique par excellence[4] ».

On peut illustrer cette idée en prenant comme exemple l'étude de Carol Cohn sur les experts civils en stratégie qui ont développé les théories de la dissuasion états-uniennes au cours des années 1980[5]. L'objectif de Carol Cohn était de comprendre les raisonnements qui conduisirent ces hommes (elle remarque que c'étaient tous des hommes) qui « utilisent le concept de dissuasion pour expliquer pourquoi il convient d'avoir des armes dont le pouvoir de destruction est tel qu'il ne faudrait surtout pas les utiliser[6] ». Elle montre que la croyance dans les vertus de la dissuasion prenait sens dans un sociolecte particulier, qu'elle appelle le « langage techno-stratégique », dont la principale caractéristique consiste à ne pas dire la violence des armes nucléaires. Elle montre que ce langage n'est pas neutre. Il introduit au contraire un biais de perception extraordinaire qui conduit à trouver « normal » ou « logique » la production d'un arsenal nucléaire correspondant à la capacité de destruction de millions de bombes atomiques semblables à celle qui explosa à Hiroshima. Dans cet article, Carol Cohn raconte aussi le pouvoir que ce langage a exercé sur elle-même

(1) Olivier Ihl et Martine Kaluszynski, « Pour une sociologie historique des sciences de gouvernement », *Revue française d'administration publique*, 102, 2002, p. 229-243.

(2) John Austin, *How to do Things with Words : The William James Lectures delivered at Harvard University in 1955*, Oxford, Clarendon Press, 1962.

(3) Pierre Bourdieu, Jean-Claude Chamboredon et Jean-Claude Passeron, *Le Métier de sociologue*, Paris, Mouton, 1983.

(4) *Ibid.*, p. 27.

(5) C. Cohn, « Sex and Death… », art. cité.

(6) *Ibid.*, p. 687.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Sciences Po Paris - - 90.109.65.51 - 04/02/2020 13:51 - © Presses de Sciences Po

et comment elle a dû sortir de ce « monde » pour pouvoir produire son analyse : « Plus je participais à des conversations en utilisant ce langage, moins j'étais effrayée par la perspective d'une guerre nucléaire[1] ». Cette réflexivité sur l'importance et la difficulté de la mise à distance des catégories indigènes est typique de ce qu'on entend par « vigilance épistémologique ».

Cette approche consistant à mettre à distance les savoirs indigènes a fait l'objet de critiques. On a reproché à ses partisans d'adopter une position de surplomb quelque peu prétentieuse ou encore de faire preuve de naïveté quant à leur capacité à s'extraire de leurs propres préjugés normatifs. Enfin, d'aucuns ont remarqué, à juste titre, que les derniers progrès significatifs des sciences humaines et sociales se sont déroulés dans un contexte de dialogue avec les acteurs sociaux. Les travaux des chercheuses engagées avec et parfois dans les mouvements féministes, antimilitaristes, anti(néo)colonialistes et antinucléaires ont ainsi souligné la contribution des militantes à l'analyse des liens entre la guerre, le patriarcat, le racisme et les politiques néolibérales[2]. Ces critiques ont abouti à une épistémologie qui invite à être moins en rupture avec les discours indigènes qu'à l'écoute de ceux-ci[3].

Cette approche est parfois convoquée pour effacer la frontière entre recherches en sciences humaines et sociales et expertise. Il importe pourtant de mesurer toute la distance qui sépare, encore, cette démarche de celle qui consiste à produire une expertise pour tel ou tel acteur (ministère des Armées, industries d'armement, ou tout autre acteur impliqué dans la guerre). En effet, cette approche possède un corollaire indispensable : elle implique de se montrer à l'écoute de tous les acteurs, y compris ceux qui ont du mal à se faire entendre dans le discours public : les « subalternes » ou les « sans voix »[4]. Or c'est précisément ici que le bât blesse. Les industriels d'armement et le ministère des Armées n'ont pas la même surface financière – ni les mêmes accès au champ académique – que les autres acteurs des guerres contemporaines : les ONG occidentales de défense des droits humains[5], les victimes occidentales des attentats et, surtout, tous les acteurs non occidentaux que les médias dominants appellent, alternativement, « terroristes », « dégâts collatéraux » ou « boucliers humains »[6].

On peut illustrer cette idée en prenant l'exemple de l'écart entre les savoirs experts/militaires et scientifiques sur les guerres françaises au Tchad depuis les années 1960. Les travaux des militaires et/ou experts s'interrogent sur les succès et échecs de ces guerres « contre-insurrectionnelles ». Adoptant le point de vue de Paris, ils mettent l'accent sur les questions stratégiques dans le contexte de la guerre froide et plus récemment de la « guerre contre le terrorisme » au Sahel et au Sahara. Dans cette perspective, il est moins souvent question de « guerre » que d'« interventions »

(1) *Ibid.*, p. 704.

(2) Cynthia Cockburn, *Des femmes contre le militarisme et la guerre*, Paris, La Dispute, 2015 ; Jules Falquet, *Pax Neoliberalia. Perspectives féministes sur (la réorganisation de) la violence*, Donnemarie-Dontilly, éditions iXe, 2016 ; Andrée Michel, *Féminisme et antimilitarisme*, Donnemarie-Dontilly, éditions iXe, 2012.

(3) Luc Boltanski, « Sociologie critique et sociologie de la critique », *Politix. Revue des sciences sociales et du politique*, 10-11, 1990, p. 124-34.

(4) Gayatri C. Spivak, « Can the Subaltern Speak ? », *in* Nelson Cary et Larry Crossberg, *Marxism and the Interpretation of Culture*, Chicago, University of Illinois Press, 1988, p. 271-316. Pour une application dans le domaine des questions militaires, voir Hugh Gusterson, « Can the Insurgent Speak ? », *in* Tarak Barkawi et Keith Stanski, *Orientalism and War*, New York, Columbia University Press, 2012, p. 83-104.

(5) Sur les rapports entre ONG et discours critique, voir notamment Elsa Rambaud, *Médecins sans frontières. Sociologie d'une institution critique*, Paris, Dalloz, 2015.

(6) Judith Butler, *Frames of War. When is Life Grievable ?*, Londres/New York, Verso, 2009, p. 27 ; trad. fr., *id.*, *Ce qui fait une vie. Essai sur la violence, la guerre et le deuil*, trad. Joëlle Marelli, Paris, Zones, 2010.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Sciences Po Paris - - 90.109.65.51 - 04/02/2020 13:51 - © Presses de Sciences Po

extérieures qui viendraient préserver ou rétablir la « stabilité » d'un pays (avec le succès que l'on sait). La perspective scientifique invite au contraire à décentrer l'analyse des intérêts des gouvernements français. Cela conduit à s'intéresser au coût humain de ces guerres. Au-delà de la prise en compte des expériences vécues par les femmes et hommes dans les zones de conflit, ce type de recherche propose un autre regard sur l'ancienne puissance coloniale. Vue du Tchad, l'histoire de France est guerrière [1].

La problématique ne concerne par ailleurs pas uniquement la violence physique résultant directement des opérations. Les déploiements militaires ont eu des effets dramatiques sur les femmes [2] avec l'accroissement des violences de genre et de l'exploitation sexuelle [3], y compris lors des opérations de maintien de la paix [4]. Or il est rare de trouver des travaux financés par les appareils de sécurité sur cette question. Les opérations militaires ont aussi généré ce que le chercheur Rob Nixon a nommé de la « violence lente [5] ». Ce terme permet entre autres de désigner les souffrances de ceux qui sont tombés malades, ont été blessés ou tués à cause des pollutions liées à la radioactivité des essais nucléaires de la guerre froide, à cause des effets à long terme de l'usage de l'agent orange au Vietnam ou du fait des mines et autres explosifs polluant les anciennes zones de combat [6]. De façon générale, il est rare également que les travaux financés par les ministères de la Défense prennent en compte la violence lente des opérations militaires. Pour le dire autrement, le savoir financé par les institutions militaires est situé et produit de l'exclusion.

Cet écart épistémologique n'est pas le seul élément qui différencie l'activité scientifique de l'expertise. L'organisation sociale de la science se doit en effet de créer les conditions de cette différence. Cela passe par une « sociabilité spécifique » et un « système de contrôles croisés », qui à leur tour alimentent un « réseau continu de critiques » et « favorisent l'explicitation des postulats épistémologiques [7] ». Cette démarche se matérialise dans un dispositif : l'évaluation par les pairs. Ces précisions permettent de saisir un autre enjeu des relations entre les scientifiques et leurs bailleurs de fonds : en provoquant la mise en place de structures de délibération collective « hybrides » mêlant chercheurs et financeurs, certains financements perturbent le système de contrôles croisés propre à l'activité scientifique. En ce sens, l'expertise dans le cadre d'un *think tank* n'est que la forme la plus poussée de ce qui se produit lorsque les chercheurs sont contraints d'introduire des acteurs externes au champ scientifique dans la discussion collective des connaissances qu'ils produisent.

(1) Marielle Debos et Nathaniel Powell, « L'autre pays des "guerres sans fin" : une histoire de la France militaire au Tchad (1960-2016) », *Les Temps Modernes*, 693-694, 2017, p. 222-266. À propos de l'Afghanistan, voir Mike Martin, *An Intimate War. An Oral History of the Helmand Conflict, 1978-2012*, Londres, Hurst & Company, 2014.

(2) Cynthia Enloe, *Nimo's War, Emma's War. Making Feminist Sense of the Iraq War*, Berkeley, University of California Press, 2010 ; Cynthia Enloe, *Maneuvers. The International Politics of Militarizing Women's Lives*, Berkeley/Los Angeles, University of California Press, 2000 ; Giles Wenona et Jennifer Hyndman, *Sites of Violence. Gender and Conflict Zones*, Berkeley, University of California Press, 2004.

(3) Katharine H.S. Moon, *Sex Among Allies. Military Prostitution in U.S.-Korea Relations*, New York, Columbia University Press, 1997.

(4) Sarah Whitworth, *Men, Militarism and UN Peacekeeping. A Gendered Analysis*, Boulder, Lynne Rienner, 2004 ; Marie Saiget, *L'ONU face aux violences sexuelles de son personnel : crise de crédibilité et changement en organisation internationale*, Paris, L'Harmattan, 2012.

(5) Rob Nixon, « Of Land Mines and Cluster Bombs », *Cultural Critique*, 67, 2007, p. 160-174.

(6) Eric Prokosch, *The Technology of Killing. A Military and Political History of Antipersonnel Weapons*, Londres, Zed Books, 1995 ; Joe Masco, *The Nuclear Borderlands. The Manhattan Project in Post-Cold War New Mexico*, Princeton, Princeton University Press, 2006 ; David Zierler, *The Invention of Ecocide. Agent Orange, Vietnam, and the Scientists who Changed the Way we Think about the Environment*, Athènes/Londres, The University of Georgia Press, 2011.

(7) P. Bourdieu, J.-C. Chamboredon et J.-C. Passeron, *Le Métier…*, *op. cit.*, p. 102.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Sciences Po Paris - - 90.109.65.51 - 04/02/2020 13:51 - © Presses de Sciences Po

Des savoirs stratégiques faussement réflexifs : le cas de la recherche anglo-saxonne sur les bombardements « stratégiques »

Les partisans de la remise en cause de la frontière entre expertise et recherche scientifique mettent en avant un double modèle : le Royaume-Uni pour l'enseignement et les États-Unis pour la recherche. Pour ce faire, ils passent sous silence les multiples études de sociologie des sciences qui ont montré comment les financements « défense » ont orienté des pans entiers de la recherche à l'époque de la guerre froide, notamment dans les champs de la recherche stratégique, de la communication ou de l'anthropologie [1]. Par ailleurs, ils expliquent que ce double modèle n'empêche pas le pluralisme, en raison notamment de la multiplicité des sources de financement. D'après Étienne de Durand [2], par exemple, « l'important est qu'il n'existe pas de lien exclusif avec un seul financeur privé ; lorsque l'on trouve plusieurs acteurs autour de la table, ceux-ci ont tendance à se neutraliser [3] ». Dans ce qui suit, nous prenons au sérieux cet argument en analysant un cas : la réflexion experte sur les bombardements dits « stratégiques », c'est-à-dire dirigés contre des populations ou des infrastructures civiles. Ce cas permet d'objectiver l'existence, en effet, d'un certain pluralisme mais aussi, et surtout, ses limites.

Le premier débat sur les bombardements stratégiques s'articula autour de l'ouvrage de Giulio Douhet, *La Maîtrise de l'air*, paru en 1921 [4]. En substance, Giulio Douhet constatait que la guerre de 1914-1918 s'était moins jouée sur les champs de bataille – les différentes forces armées s'étant rapidement neutralisées sur ce plan – qu'à l'arrière, c'est-à-dire dans la capacité des populations civiles à soutenir l'effort de guerre. Il inférait de cette prémisse que la prochaine guerre se gagnerait dans la capacité à soutenir le moral de sa propre population et à saper celui de la population ennemie. Il ajoutait que les puissances européennes disposaient d'un moyen efficace pour briser le moral de la population ennemie : les bombardements aériens.

Le débat sur ces thèses trouva un ancrage empirique à l'occasion des bombardements « policiers » dans les colonies [5] puis au cours de la guerre d'Espagne. En 1939, le psychologue E. B. Strauss présenta à l'état-major britannique une étude sur les effets des bombardements sur le moral des civils. Son enquête agrégeait les données recueillies auprès des populations « non civilisées » de l'Empire britannique et celles des villes espagnoles républicaines. Il observa que les bombardements généraient bien des sentiments de « peur » et de « terreur » mais que ces émotions ne se transformaient pas en « rupture de moral ». Au contraire, les bombardements produisaient, selon lui, l'effet inverse : « Les bombardés s'unissaient automatiquement dans une haine et une terreur commune de l'ennemi invisible et intangible qui se trouvait dans le ciel. D'après les observateurs, un des effets les plus remarquables des bombardements dans les villes ouvertes de l'Espagne gouvernementale fut de mettre un terme aux inimitiés entre les factions qui s'entre-déchiraient et la fusion de ces groupes dans une force combattante formidable [6]. »

(1) Voir note 6.

(2) Ancien directeur du centre d'études de sécurité de l'IFRI, aujourd'hui délégué Politique et prospective de défense au ministère des Armées.

(3) Cité par A. Jubelin, « Qui pense la guerre ? », art. cité, p. 103.

(4) Giulio Douhet, *Il dominio dell'aria*. Rome, Edizione Roma, 1921.

(5) Thomas Hippler, *Le Gouvernement du ciel. Histoire globale des bombardements aériens*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2014 ; David Omissi, *Air Power and Colonial Control : The Royal Air Force 1919-1939*, New York, St. Martin's Press, 1990.

(6) E. B. Strauss, « The Psychological Effects of Bombing », *Royal United Service Institution Journal*, 534 (84), 1939, p. 269-282, p. 277.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Sciences Po Paris - - 90.109.65.51 - 04/02/2020 13:51 - © Presses de Sciences Po

Cette recherche n'eut guère d'impact sur la stratégie des Alliés. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis et le Royaume-Uni déversèrent des millions de tonnes de bombes sur les villes allemandes. Ne voyant pas advenir la « rupture de moral » escomptée, le ministère états-unien de la Guerre commandita une étude sur le sujet à un groupe d'historiens. Leur rapport, rendu le 18 janvier 1944, allait dans le même sens que E. B. Strauss : « Aucun élément ne permet de conclure que les bombardements britanniques et américains des villes allemandes ont effectivement affaibli l'emprise du gouvernement nazi sur la population allemande[1] ». L'état-major états-unien ignora ce rapport pour des raisons qui relèvent davantage de la sociologie des croyances que de la réflexion stratégique. Au contraire, la campagne de bombardements des villes allemandes s'accentua à partir de l'année 1944. Au même moment, un déluge de feu commença à s'abattre sur les villes japonaises.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, un segment du CMI états-unien était particulièrement intéressé par la production d'une expertise validant la théorie des bombardements dits « stratégiques ». Le segment en question comprenait la plupart des membres de la United States Army Air Force et les usines de fabrication des bombardiers. Tous ces acteurs attendaient la création d'une armée de l'air états-unienne autonome sur le modèle de la Royal Air Force britannique. Ils obtinrent le lancement d'une vaste enquête sur les effets des bombardements sur l'Allemagne et le Japon, la « United States Strategic Bombing Survey » (USSBS). Ils confièrent cette enquête à des civils prétendument « indépendants ». Cependant, ces civils n'eurent pas les coudées franches. Ils durent, au contraire, prouver l'utilité des bombardements dirigés vers les populations civiles. À l'instar de John K. Galbraith, certains firent de la résistance[2]. Mais, d'une manière générale, les rapports de synthèse qui furent présentés à la presse et envoyés aux parlementaires lors du débat sur la création de l'US Air Force effaçaient ces dissensions et reprenaient à leur compte la thèse de l'effet démoralisateur – et par conséquent stratégique – des bombardements dirigés contre les populations[3].

Plusieurs auteurs ont relevé que cette expertise était biaisée par l'intérêt bureaucratique de ses promoteurs, à savoir les partisans de la constitution d'une armée de l'air indépendante[4]. Il arrive cependant que les intérêts bureaucratiques soient trop faibles pour générer un biais aussi édifiant. Ce fut par exemple le cas, au même moment, du côté britannique. En effet, la Royal Air Force commandita en 1945 sa propre enquête : la « British Bombing Survey Unit » (BBSU). Cette étude concluait, contre celle de l'USSBS à « l'échec » des bombardements stratégiques : « Dans la mesure où l'offensive contre les villes allemandes avait pour but de briser le moral de la population allemande, elle a clairement échoué[5] ».

Après la guerre du Golfe de 1991, le Pentagone décida de financer une nouvelle étude « civile » sur les bombardements aériens : la « Gulf War Air Power Survey »

(1) Gian P. Gentile, *How Effective Is Strategic Bombing ? Lessons learned from World War II to Kosovo*, New York, New York University Press, 2001, p. 54

(2) Galbraith a raconté dans ses mémoires combien son rapport déplut aux officiers des forces aériennes de l'US Army et comment il dût l'amender. Voir John K. Galbraith, *Une vie dans son siècle. Mémoires*, Paris, La table ronde, 1981, 2006, p. 191.

(3) USSBS, « United States Strategic Bombing Survey. Summary Report (European war) ». Tous les rapports de la USSBS sont consultables aux National Archives à College Park, Maryland.

(4) G. Gentile, *How Effective Is Strategic Bombing ?*, *op. cit.* ; Stewart Halsey Ross, *Strategic Bombing by the United States in World War Two : The Myths and the Facts*, Jefferson, McFarland & Company, 1986.

(5) BBSU, *The Strategic Air War against Germany, British Bombing Survey Unit*, 1946 (mais publiée en 1998 seulement), p. 79.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Sciences Po Paris - - 90.109.65.51 - 04/02/2020 13:51 - © Presses de Sciences Po

(GWAPS). Cette étude est parfois citée comme la preuve que les financements CMI n'aliènent pas l'indépendance des chercheurs. Il est vrai que le directeur de l'étude, le très positiviste Eliot A. Cohen, obtint plus de marges de manœuvre que ses prédécesseurs de la USSBS. La GWAPS concluait, contre l'USSBS et avec la BBSU, à l'intérêt très « limité » des bombardements stratégiques par rapport aux actions de type soutien aérien.

On peut facilement expliquer pourquoi les auteurs de la GWAPS bénéficièrent d'une autonomie plus grande que ceux de l'USSBS. Au début des années 1990, l'armée de l'air états-unienne se trouvait dans la même situation que la Royal Air Force à l'époque de la BBSU : elle était suffisamment constituée, en tant qu'organisation autonome, pour ne pas avoir besoin d'une expertise validant l'intérêt des bombardements « stratégiques ». Par conséquent, aucun intérêt bureaucratique ne pesa sur la rédaction du rapport de Eliot A. Cohen.

Si le rapport Cohen apparaît aujourd'hui moins biaisé que l'USSBS, il ne constituait pas, cependant, une véritable étude de sciences humaines et sociales. Plus précisément, cette étude répondait, plus ou moins scientifiquement, aux questions que se posait le Pentagone, pas à celles que se posaient, au même moment, le ministère irakien de la Défense, les ONG humanitaires ou d'autres acteurs de cette guerre. En d'autres termes, ce rapport souffrait des mêmes maux que la plupart des expertises stratégiques : il ne dialoguait qu'avec une partie des acteurs de la guerre, à savoir ses sources de financement. Enfin, la GWAPS était étroitement bornée par le cadre théorique et méthodologique de son principal auteur. Elle s'adossait au langage « techno-stratégique » tel qu'il a été étudié par Carol Cohn[1]. Elle ne disait rien des conséquences humaines, sociales et environnementales des bombardements.

Un autre cas de figure peut conduire à l'émergence, au cœur du CMIA, de quelques études réflexives ou critiques : quand les intérêts bureaucratiques et économiques s'annulent. En effet, l'expression « complexe militaro-industriel » a ceci de trompeur qu'elle suggère l'existence d'un groupe d'acteurs aux intérêts parfaitement convergents. À l'instar de toutes les entités collectives, le CMI est traversé par des tensions internes. Il existe, par exemple, des divergences d'intérêts entre Boeing et Lockheed Martin (ils ne vendent pas les mêmes avions). Il existe aussi des différences de culture organisationnelle entre les armées des différents pays occidentaux (par exemple, l'armée française et la Bundeswehr ne revendiquent pas le même savoir-faire en matière de guerres anti-insurrectionnelles). Enfin, il existe des oppositions, au sein de chaque pays, entre les différentes armées (terre, air, marine, forces spéciales) et les industries qui leur sont associées, notamment quand elles doivent se répartir un budget militaire limité. Ces divergences d'intérêts se répercutent sur les savoirs produits par ces entités bureaucratiques. Il existe à ce propos un exemple intéressant : la tension entre l'expertise produite par les armées de l'air et de terre sur les bombardements dits « stratégiques ».

Aux États-Unis, l'US Army, l'armée de terre, a toujours considéré avec méfiance les études financées ou contrôlées par les partisans des bombardements stratégiques, à commencer par la grande USSBS. Cette méfiance découle, en partie, de ce que Raymond Boudon appelle un « effet de position[2] ». Du point de vue des « terriens », les actions de type « soutien aérien » apparaissent plus souvent utiles

(1) C. Cohn, « Sex and Death… », art. cité.

(2) Raymond Boudon, *L'Idéologie ou l'origine des idées reçues*, Paris, Fayard, 1986.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Sciences Po Paris - - 90.109.65.51 - 04/02/2020 13:51 - © Presses de Sciences Po

que les bombardements des populations ou des infrastructures civiles. Dès lors, l'US Army a souvent eu tendance à financer les études qui jettent un regard critique sur les bombardements « stratégiques ». On peut citer, à titre d'exemple, l'étude que Gian P. Gentile a consacrée à l'USSBS. Cet historien, par ailleurs officier de l'US Army, s'est attaché à objectiver tous les « biais[1] » introduits par les « aviateurs » à l'origine de cette enquête. Il a établi que les directeurs « civils » de l'étude jouirent d'un pouvoir très limité car leur travail avait été « cadré » en amont : « Les officiers supérieurs des forces aériennes avaient passé les sept mois précédents à établir la portée de l'étude en cadrant ses questions et en construisant un canevas organisationnel qui reflétait leur approche conceptuelle des bombardements stratégiques[2] ».

Tous ces éléments permettent de conclure que les partisans des *strategic studies* ont raison de souligner que les financements « défense » n'interdisent pas un certain pluralisme et l'émergence d'études que certains qualifieraient de « critiques ». Cependant, le cas de l'expertise sur les bombardements « stratégiques » permet de saisir le soubassement épistémologique de ces dynamiques. Elles ne sont pas le fruit d'une « vigilance épistémologique » et, encore moins, d'une capacité à amorcer un dialogue avec tous les acteurs de l'objet guerre. Elles reflètent plutôt les tensions et les rapports de force internes au CMI. Ces données rendent périlleuse l'importation du modèle états-unien en France, d'autant que le CMI français apparaît beaucoup plus centralisé.

(1) G. Gentile, *How Effective Is Strategic Bombing ?*, *op. cit.*, p. 34.

(2) *Ibid.*, p. 50.

Un champ d'ores et déjà hybride : les « études nucléaires » en France

Le processus d'hybridation entre les champs militaire, industriel et académique est depuis longtemps bien engagé, en France, dans le domaine du nucléaire. Cette situation s'explique en partie par des raisons historiques. En octobre 1945, le général de Gaulle institutionnalisa l'intérêt de la France pour l'énergie nucléaire en créant le Commissariat à l'énergie atomique (CEA)[3]. Malgré des résistances internes au CEA, les ingénieurs de la direction générale aux armements (DGA) appuyèrent l'extension de ces ambitions au domaine militaire. C'est dans ce sillage que fut secrètement prise la décision qui mena, le 13 février 1960, les forces armées françaises à réaliser l'essai nucléaire « Gerboise bleue » dans le centre saharien d'expérimentations militaires, en Algérie.

Tel est le contexte dans lequel émergea un discours expert, publiquement accessible, relatif à l'arme nucléaire et à sa stratégie[4]. Ce discours se retrouva dans les publications de militaires, dont celles des « pères fondateurs » de la doctrine nucléaire française[5] et dans les travaux d'une poignée de civils, parmi lesquels Raymond Aron, Claude Delmas (un membre du secrétariat international de l'OTAN), Léo

(3) Bertrand Goldschmidt, *L'Aventure atomique*, Paris, Fayard, 1962 ; Pierre Marion, *Le Pouvoir sans visage. Le complexe militaro-industriel*, Paris, Calmann-Lévy, 1990, p. 53.

(4) Il existe aussi une pensée experte « discrète », telle que celle qui se diffuse au sein de l'IHEDN à l'époque. Voir Jean-Claude Sauvage, « La perception des questions nucléaires dans les premières années de l'Institut des hautes études de Défense nationale, 1948-1955 », *in* Maurice Vaïsse (dir.), *La France et l'Atome. Études d'histoire nucléaire*, Bruxelles, Bruylant, 1994, p. 59-82.

(5) Voir notamment Raoul Castex, « Aperçu sur la bombe atomique », *Défense nationale*, octobre 1945, p. 466-473 ; Charles Ailleret, « Défense "dirigée" ou défense "tous azimuts" », *Défense nationale*, décembre 1967, p. 1923-1932 ; Pierre-Marie Gallois, *Stratégie de l'âge nucléaire*, Paris, Calmann-Lévy, 1960 ; Alain Beaufre, *Dissuasion et stratégie*, Paris, Armand Colin, 1964 ; Lucien Poirier, *Des stratégies nucléaires*, Bruxelles, Complexe, 1988.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Sciences Po Paris - - 90.109.65.51 - 04/02/2020 13:51 - © Presses de Sciences Po

Hamon (un professeur de science politique et sénateur) ou encore Pierre Hassner (un enseignant à Sciences Po)[1]. Cette pensée jouera un rôle de premier plan en matière de « pédagogie dissuasive » en France lors de la guerre froide.

Dans ce discours, dès les origines, le problème de l'hybridation se manifeste à trois niveaux. Le premier concerne les catégories de pensée. Les auteurs du discours expert recyclent les catégories officielles (qu'ils ont parfois, d'ailleurs, contribué à créer). Contraints par la rhétorique de la politique de dissuasion, ils n'interrogent pas les fondements historiques, éthiques et mémoriels de cette politique[2]. Par exemple, la perspective de l'adversaire potentiel est absente de leur analyse, alors même que c'est à l'aune de cette perspective que l'effet dissuasif peut se juger. Les auteurs présupposent plutôt, dans le cadre de la guerre froide, que l'arme nucléaire (et non, par exemple, la seule crainte de la guerre) produit la dissuasion sans effectuer de recherches sérieuses sur ce que les Soviétiques pensent[3].

En deuxième lieu, les problèmes de l'hybridation se manifestent dans le manque de réflexivité critique du discours expert quant aux effets politiques de l'institutionnalisation de systèmes d'armes nucléaires[4]. Par exemple, ce discours n'a jamais problématisé la dimension coloniale et postcoloniale de la formation de l'arsenal nucléaire français, alors même que les minerais d'uranium sont extraits dans les colonies[5]. Les premiers essais ont par ailleurs été effectués en Algérie jusqu'en 1966 – bien après l'indépendance de cet État – puis en Polynésie et jamais en métropole, avec des effets sérieux sur la santé des militaires présents sur place et des populations[6]. Une autre manifestation du manque de réflexivité des discours experts réside dans le fait que ces discours n'ont eu de cesse de minorer les dangers de la radioactivité liés aux essais aériens pendant la guerre froide, voyant éventuellement derrière les « dénonciations » de ces dangers la main de Moscou. Le fait que les Soviétiques entourent l'arme atomique « d'un cerne d'horreur » ne serait, dans cette perspective, qu'une « manœuvre psychologique[7] ».

En troisième lieu, les problèmes de l'hybridation sont tangibles dans l'inertie des représentations expertes de l'armement nucléaire. Cette inertie peut être illustrée par l'indifférence des écrits en langue française face à l'évolution de la connaissance relative à la crise des

(1) Raymond Aron, *Le Grand Débat. Initiation à la stratégie atomique*, Paris, Calmann-Lévy, 1963 ; Claude Delmas, *La Stratégie nucléaire*, Paris, PUF, 1963 ; Pierre Hassner, « Entre la stratégie et le désarmement : l'"arms control". Étiquette passe-partout, thème contestable ou discipline nouvelle », *Revue française de science politique*, 4, 1963, p. 1019-1049 ; Léo Hamon, *La Stratégie contre la guerre*, Paris, Grasset, 1966. Le cas de Raymond Aron est assez particulier. Son point de vue est le plus critique parmi les auteurs cités ici. À le lire, on en vient à se demander jusqu'à quel point il adhère à l'entreprise intellectuelle des *strategic studies*. Ceci étant, de par sa volonté de discuter, à travers son ouvrage, avec les experts, il contribue à légitimer l'existence de ce champ intellectuel. En définitive, nous pensons qu'il a sa place parmi les auteurs cités ici.

(2) Hans Morgenthau, « Four Paradoxes of Nuclear Strategy », *American Political Science Review*, 58 (1), 1964, p. 23-35 ; Benoît Pelopidas, « Dépasser le panglossisme nucléaire », *in* Thomas Meszaros (dir.), *Repenser les stratégies nucléaires. Ruptures et continuités*, Berne, Peter Lang, 2019, p. 448-454

(3) Pour une revue de la littérature sur ces aspects, voir Benoît Pelopidas, « Quelle(s) révolution(s) nucléaire(s) ? », *in* Benoît Pelopidas et Frédéric Ramel, *Guerres et conflits armés au XXIe siècle*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018.

(4) Le projet ANR VULPAN (https://anr.fr/Project-ANR-17-CE39-0001) est le premier à s'interroger systématiquement sur ces effets ainsi que sur les attitudes de l'opinion publique en la matière dans un cadre académique. Les premiers résultats se lisent *in* B. Pelopidas, « Quelle(s) révolution(s) nucléaire(s) ? », *op. cit.*

(5) Bertrand Goldschmidt évoque ce point de manière non critique *in* B. Goldschmidt, *Les Rivalités…*, *op. cit.*, p. 181-182 et p. 185. Pour une analyse de ce problème : Gabriel Hecht, *Being Nuclear*, Cambridge, MIT Press, 2012.

(6) Voir le travail séminal de Bruno Barillot *in* Bruno Barillot, *Les Irradiés de la République*, Bruxelles, GRIP/Éd. Complexe, 2003. Voir aussi Yannick Barthes, *Les Retombées du passé*, Paris, Éd. du Seuil, 2017.

(7) L. Hamon, *La Stratégie…*, *op. cit.*, p. 195. Voir aussi B. Goldschmidt, *Les Rivalités…*, *op. cit.*, p. 152 et p. 248. Sur la dénonciation des effets de la bombe, voir Albert Schweitzer, *Paix ou guerre atomique*, Paris, Albin Michel, 1958.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Sciences Po Paris - - 90.109.65.51 - 04/02/2020 13:51 - © Presses de Sciences Po

missiles dite de Cuba de 1962. En effet, il existe un contraste entre le discours français de la dissuasion rationnelle (qui suppose la lucidité et la prudence du décideur, néglige la possibilité de l'accident et suppose la perfection du système de commande) et la réalité décrite par la recherche des trente dernières années. Celle-ci montre qu'en octobre 1962, les dirigeants étatsuniens et soviétiques sous-estimaient gravement la menace, que Castro a incité les Soviétiques à l'escalade nucléaire, que l'escalade involontaire ou accidentelle était possible et que les bonnes décisions ont été prises à partir d'informations incomplètes ou fausses plutôt que du fait de pratiques de contrôle parfaitement exécutées. Alors que ces découvertes auraient dû modifier les répertoires de justification des différentes positions dans le débat nucléaire, le discours français y est resté insensible[1]. Par un tour de passe-passe intellectuel, les experts affirment au contraire que la crise de Cuba confirme leur logique car elle n'a pas débouché sur une Troisième Guerre mondiale. L'incertitude aurait contraint les décideurs à se montrer prudents : « Le conflit entre les deux grands […] avait été provoqué par l'arme nucléaire et évité grâce à la menace d'emploi de celle-ci ; l'équilibre de la dissuasion n'était plus seulement une vue de l'esprit des théoriciens de la stratégie nucléaire, mais une réalité politique indiscutable[2] ». La seule véritable leçon qui semble avoir été tirée de cet événement est qu'il est important de disposer de meilleurs moyens de communication entre les puissances nucléaires[3].

Le ralliement, amorcé au cours des années 1970, du Parti socialiste à la « force de frappe » a accentué la dépolitisation du débat sur le nucléaire[4]. Cette situation a permis au régime d'expertise de continuer à affirmer que le système d'armes nucléaires français est strictement défensif et ne comporte aucun risque ; que la dissuasion nucléaire est la garante de la paix et de la stabilité ; qu'il existe une dissociation entre nucléaires civil et militaire, alors même que cette distinction n'a aucun fondement en physique ; et qu'il existe un consensus français sur la politique nucléaire alors même qu'il n'existe pas de sondages indépendants sur les connaissances et attitudes des citoyens français et sur les éventuels effets performatifs des discours officiels[5]. Des partisans de la dissuasion nucléaire observant le cas français de l'étranger comme Stanley Hoffmann ou Sir Michael Quinlan ont été surpris de l'absence de réflexivité des partisans français de la dissuasion nucléaire[6].

Les années 1990 et la fin de la guerre froide n'ont pas permis une amélioration significative de la situation. Plus précisément, le débat public s'est focalisé sur les dangers causés par les essais nucléaires pour l'environnement[7]. En réaction, les autorités ont affirmé qu'elles assureraient dorénavant le suivi de l'arsenal

(1) Sur les avancées de la recherche sur la crise de Cuba et leur non-réception en France, voir B. Pelopidas, « L'insoutenable légèreté de la chance », *op. cit.*, p. 351-84.

(2) Bertrand Goldschmidt, *Les Rivalités atomiques*, Paris, Fayard, 1967, p. 256. Voir aussi P. Hassner, « Entre la stratégie et le désarmement », art. cité ; L. Hamon, *La Stratégie…*, *op. cit.*, p. 247-248.

(3) L. Poirier, *Des stratégies nucléaires*, *op. cit.*, p. 244-245.

(4) Jean Guisnel, *Les Généraux*, Paris, La Découverte, 1990, p. 203-204.

(5) *Ibid.* ; Benoît Pelopidas, « La séduction de l'impossible. Étude sur le renoncement à l'arme nucléaire et l'autorité politique des experts », thèse pour le doctorat en science politique, IEP de Paris/Université de Genève, 2010, chap. 6. Une exception notable et récente serait Jean-Pierre Dupuy, *La Guerre qui ne peut pas avoir lieu*, Paris, Desclée de Brower, 2019, qui engage une discussion sur la possibilité et le prix d'une justification cohérente de la dissuasion nucléaire.

(6) Stanley Hoffmann, « Le dernier livre d'André Glucksmann : le presque rien et le n'importe quoi », *Commentaire*, 1984, 26 (2), p. 386-389 ; Michael Quinlan, *Thinking about Nuclear Weapons. Principles*, *Problems*, *Prospects*, Oxford, Oxford University Press, 2009, p. 123 ; Béatrice Heuser, *Nuclear Mentalities? Strategies and Beliefs in Britain*, *France and the FRG*, Londres, Palgrave, 1998, p. 75.

(7) Gregory Derville, « Le combat singulier Greenpeace-SIRPA. La compétition pour l'accès aux médias lors de la reprise des essais nucléaires français », *Revue française de science politique*, 47 (5), 1997, p. 589-627.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Sciences Po Paris - - 90.109.65.51 - 04/02/2020 13:51 - © Presses de Sciences Po

grâce à des simulations informatisées et plus par des essais. Les experts ont d'ailleurs lancé un contre-feu en pointant du doigt les risques induits par la prolifération nucléaire [1]. Pour ce faire, ils ont développé une vision d'ensemble de l'histoire de l'âge nucléaire comme histoire de la prolifération. Cette vision est non seulement contestable sur le plan factuel – car le nombre de possesseurs et d'États développant ces armes au cours des vingt dernières années est historiquement bas – mais elle omet de préciser que, lorsqu'il y a effectivement prolifération, celle-ci découle souvent du comportement des puissances nucléaires. Plus encore, les experts français qui évoquent la prolifération ne s'interrogent pour ainsi dire jamais sur le rôle de la France dans ce domaine [2].

Les années 2000 s'inscrivent dans la continuité de ce qui précède [3]. On pourrait même dire que la tendance s'est aggravée au moment où il a fallu lever des fonds pour un programme de modernisation des systèmes d'armes censées durer jusqu'en 2080. Les publications expertes ont alors connu un nouvel essor. On peut mentionner à ce propos l'ouvrage de Bruno Tertrais et Jean Guisnel intitulé *Le Président et la Bombe*, lauréat du prix Brienne du ministère de la Défense et rédigé en collaboration avec l'Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense (ECPAD) [4]. Vient ensuite le livre de Nicolas Roche, *Pourquoi la dissuasion ?*, ouvrage « publié avec le soutien du ministère de la Défense » dont l'auteur, directeur de la stratégie à la direction des applications militaires du CEA de 2014 à 2016, dit plaisamment que « les opinions qui y sont exprimées […] ne représentent pas nécessairement les vues du […] CEA, ni du ministère des Affaires étrangères, ni du ministère de la Défense, ni d'aucune des institutions auxquelles l'auteur a été affilié [5] ». Citons encore l'ouvrage dirigé par Dominique Mongin et Céline Jurgensen, *Résistance et dissuasion*, préfacé par la ministre des Armées et codirigé par la directrice de la stratégie à la direction des applications militaires du CEA depuis 2016 ainsi que le livre de Dominique Mongin, *Dissuasion et simulation*, préfacé par le directeur des applications militaires du CEA en fonction au moment de la publication [6].

Cette tendance s'est encore accélérée, ces dernières années, compte tenu du contexte présenté en introduction. On peut citer comme exemple le projet éducatif du Réseau Nucléaire et Stratégie/Nouvelle Génération (RNS/NG) lancé en 2015, en partenariat avec le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives, la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) et l'Institut français des relations internationales (IFRI), et relayé par la section « nucléaire militaire » de l'AEGES [7]. Sur la brochure de présentation de ce projet, les notions de sûreté, accident, désar-

(1) Pierre Lellouche, *La Paix nucléaire. Simulations et réalités*, Paris, Patrick Banon, 1995 ; Yves Le Baut, *Les Essais nucléaires français*, Bruxelles, Bruylant, 1998.

(2) Pierre Péan, *Les Deux Bombes*, Paris, Fayard, 1982. Une critique d'ensemble des effets et des points aveugles de l'approche du phénomène nucléaire sous l'angle de la prolifération a été publiée, en français et en anglais, et primée par les pairs mais sans effets sur le discours expert. B. Pelopidas, « La séduction de l'impossible… », *op. cit*, et *id.*, « Du fatalisme en matière de prolifération nucléaire. Retour sur une représentation opiniâtre », *Revue suisse de science politique*, 15 (2), été 2009, p. 281-316. Voir également l'ouvrage de référence sur le cas français de Florent Pouponneau, *La Politique française de non-prolifération nucléaire. De la division du travail diplomatique*, Bruxelles, Peter Lang, 2015.

(3) Ceci est notamment perceptible dans l'article de Maurice Vaïsse, « L'historiographie française relative au nucléaire », *Revue historique des armées*, 292, 2011, p. 3-8.

(4) Bruno Tertrais et Jean Guisnel, *Le Président et la Bombe*, Paris, Odile Jacob, 2016, p. 306.

(5) Nicolas Roche, *Pourquoi la dissuasion ?*, Paris, PUF, 2017, p. 4 et 5.

(6) Dominique Mongin et Céline Jurgensen (dir.), *Résistance et dissuasion*, Paris, Odile Jacob, 2018 ; Dominique Mongin, *Dissuasion et simulation*, Paris, Odile Jacob, 2018. Voir aussi Nicolas Haupais (dir.), *La France et l'Arme nucléaire*, Paris, CNRS éditions, 2019.

(7) Voir http://www.aeges.fr/groupes-travail/gt-nucleaire-militaire/.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Sciences Po Paris - - 90.109.65.51 - 04/02/2020 13:51 - © Presses de Sciences Po

mement, démocratie et éthique sont absentes. Ceux qui s'inscrivent dans ce projet doivent par ailleurs respecter une clause de « neutralité » qui, si elle valorise le « respect de la diversité des opinions », insiste sur des « débats strictement limités à l'objet même du réseau ». Sur le fond, ce projet se contente d'aborder le nucléaire sous les seuls angles de la non-prolifération et la dissuasion, soit exactement les cadres qui produisaient des effets d'autocensure et aboutissait à une acceptation tacite de la structure de gouvernance en place [1].

Dans cet article, nous avons voulu montrer comment la montée en puissance, dans le champ académique, des financements issus du ministère des Armées et des industriels risque d'affaiblir la réflexivité des recherches en sciences humaines et sociales. En avançant cette thèse, nous ne souhaitons pas condamner les postures de tel ou tel chercheur ou collectif de chercheurs vis-à-vis des financements émanant du ministère des Armées ou des industries d'armement. Nous souhaitons, plutôt, rappeler notre responsabilité collective au maintien de frontières claires entre expertise et recherche scientifique. La production de travaux indépendants nous paraît essentielle pour un débat démocratique fructueux, alimenté par des arguments contradictoires. Le danger que fait courir la constitution d'un « complexe militaro-industriel-académique » est, à l'opposé, celui d'une réduction du champ des possibles et d'une présentation des choix politiques sous l'angle de « l'inéluctable », en l'absence d'alternatives.

De nombreux chercheurs qui acceptent des financements issus du CMI partagent ce souci de préservation de recherches réflexives sur la guerre. Certains mettent en avant une recherche particulière financée par un segment du CMI pour conclure, par induction, que ces financements ne posent pas problème. Si les synecdoques ont toute leur place en littérature, elles ne l'ont pas dans un raisonnement centré sur les évolutions structurelles. Or les cas présentés plus haut montrent qu'il ne faut pas perdre de vue les dynamiques d'ensemble. D'autres considèrent que l'exigence d'indépendance est compatible avec l'acceptation de financements émanant d'acteurs du CMI dès lors que sont préservés un certain nombre de critères tels que la garantie juridique d'indépendance ou l'existence d'un comité scientifique formellement autonome. Ce raisonnement formaliste nous semble négliger les phénomènes d'autocensure et d'intériorisation des catégories indigènes documentés pour les cas présentés plus haut. Enfin, ces stratégies négligent les effets de ces hybridations en dehors du champ académique et, plus précisément, dans le débat public. Le cas du nucléaire français est, de ce point de vue, éloquent. Les rares auteurs réflexifs ou critiques peinent à se faire entendre car leurs prises de position sont diluées dans une masse de prises de position vues comme « savantes », dominées par des experts liés aux milieux de la Défense et de l'industrie nucléaire.

Thibaud Boncourt,
Département de science politique (UFR11),
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne,
Paris, *France*.

Marielle Debos, *Institut des sciences sociales du politique*, *Université Paris Nanterre*, *France*.

Mathias Delori, *Centre Émile Durkheim*,
Sciences Po Bordeaux, *Pessac*, *France*.

Benoît Pelopidas, *Centre de recherches internationales (CERI)*, *Paris*, *France*.

Christophe Wasinski,
Université libre de Bruxelles, *Belgique*.

(1) Benoît Pelopidas, « Nuclear weapons scholarship as a case of self-censorship in security studies », *Journal of Global Security Studies*, 1 (4), novembre 2016, p. 326-336.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Sciences Po Paris - - 90.109.65.51 - 04/02/2020 13:51 - © Presses de Sciences Po

Thibaud Boncourt est maître de conférences en science politique à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et chercheur au Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP). Ses travaux portent notamment sur la sociologie des sciences sociales et les processus de circulation transnationaux. Il a récemment codirigé, avec Johan Heilbron et Gustavo Sora, l'ouvrage *The Social and Human Sciences in Global Power Relations* (Palgrave Macmillan, 2018). (thibaud.boncourt@univ-paris1.fr)

Marielle Debos est maîtresse de conférences en science politique à l'Université Paris Nanterre, chercheuse à l'Institut des sciences sociales du politique (ISP) et membre junior de l'Institut universitaire de France (IUF). Ses travaux portent sur les conflits armés et la violence. Elle est l'auteure de *Living by the Gun in Chad : Combatants, Impunity, and State Formation* (Zed Books, 2016). (debos@parisnanterre.fr)

Mathias Delori est chargé de recherche CNRS au Centre Émile Durkheim de Sciences Po Bordeaux. Ses travaux portent sur les questions de sécurité et l'épistémologie des sciences sociales. Il a récemment codirigé avec Vron War un numéro spécial pour *Critical Military Studies* sur les représentations de l'ennemi (5 [4], 2019). (m.delori@sciencespobordeaux.fr)

Benoît Pelopidas a fondé et dirige le programme *Nuclear Knowledges* (anciennement Chaire d'excellence en études de sécurité) à Sciences Po (CERI) et est chercheur associé au Center for International Security and Cooperation (CISAC, Université Stanford). Sa recherche pour cet article a été rendue possible grâce au financement de l'Agence nationale de la recherche pour le projet VULPAN (ANR-17-CE39-0001). (benoit.pelopidas@sciencespo.fr)

Christophe Wasinski est professeur en science politiques (relations internationales) à l'Université libre de Bruxelles. Il est membre du centre Recherche et études en politique internationale (REPI). Ses recherches portent sur les questions militaires et de sécurité. Il a notamment publié dans les revues *Actuel Marx*, *Critical Military Studies*, *Critique*, *Cultures & Conflits*, *Études internationales*, *International Political Sociology* et *Security Dialogue*. (christophe.wasinski@gmail.com)

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Sciences Po Paris - - 90.109.65.51 - 04/02/2020 13:51 - © Presses de Sciences Po